



arbre

Association pour la Recherche
sur le Brésil en Europe



Le Brésil a-t-il besoin d'une réforme agraire ? Ruptures et continuités d'un débat

ENTRÉE LIBRE

27 septembre 2019

École des Hautes Études en Sciences Sociales - EHESS

54 Boulevard Raspail, 75006 Paris

Salle **BS1_28** et **BS1_05** (sous-sol)

8h45 — 18h

Comité d'organisation :

Susana Bleil (Université du Havre/GRIC - CEMS/EHESS),

Marion Daugeard (Université Sorbonne Nouvelle - Paris 3/CREDA
Universidade de Brasília/CDS),

Lauro Mattei (Universidade Federal do Santa Catarina),

Céline Raimbert (Université Sorbonne Nouvelle - Paris 3/CREDA)

Partenaires :

Le Brésil a-t-il besoin d'une réforme agraire ?

Ruptures et continuités d'un débat

Le Brésil est un pays de taille continentale. En dépit d'une grande réserve foncière, l'accès à la terre, et notamment à la propriété, est au centre de conflits importants. Vestige du système latifundiaire colonial, la concentration foncière s'accompagne du développement d'un modèle agricole basé sur l'exportation de matières premières. À partir du XX^{ème} siècle, les revendications paysannes s'organisent et réclament plus de justice agraire en appelant à une redistribution des terres. Les militaires, arrivés au pouvoir en 1964, contournent le sujet de la réforme agraire en optant pour une redistribution par la colonisation de terres « vierges », principalement en Amazonie. Cette redistribution est supervisée par l'Institut de Colonisation et de Réforme Agraire (INCRA) (1970), dont le rôle limité ne suffit pas à contrôler et à garantir une dynamique d'occupation démocratique. La colonisation des « vides » s'accompagne en effet d'une modernisation agricole qui reproduit et poursuit la concentration foncière, au profit du modèle agroexportateur. Cette situation aggrave les tensions autour d'enjeux variés : délimitations imprécises des terres, spéculation sur les titres fonciers et occupations illégales, entre autres. La « lutte » pour la terre permet quelques avancées pour faire reconnaître les inégalités foncières, notamment après le retour à la démocratie (1985). L'arrivée de la gauche travailliste au pouvoir dans les années 2000 à travers Lula, figure volontariste sur le sujet, n'a pourtant pas conduit à une réforme agraire à proprement parler.

Dans ce cadre, nous proposons d'orienter cette Journée d'Études autour de la question suivante : Le Brésil a-t-il encore besoin d'une réforme agraire ?

L'objectif de cette journée est de faire le point et de se demander : Où en est la réforme agraire ? Est-elle encore envisagée ou envisageable ? Les divers intervenants de la journée tenteront d'identifier et d'analyser, à travers l'histoire de la question agraire et les débats souvent binaires (partisans et opposants à la réforme agraire) qui l'ont jalonnée, les avancées et les reculs, les ruptures et les continuités, permettant d'éclairer la situation actuelle.

Programme

8h45 — 9h00 : Accueil à l'EHESS

9h — 9h15 (15min) : Lancement de la Journée d'Études

— **Mot de bienvenue (5 min)** :

■ **Juliette Dumont**, maîtresse de conférences en Histoire à l'Institut des Hautes Études de l'Amérique Latine (IHEAL/CREDA, UMR 7227), et Présidente de l'Association pour la Recherche sur le Brésil en Europe (ARBRE)

— **Introduction à la Journée d'Étude du Comité d'Organisation (10 min)** :

■ **Susana Bleil**, maîtresse de conférences en civilisation du Brésil à l'Université du Havre, membre du Groupe de Recherche Identités et Cultures (GRIC), et affiliée au Centre d'Études des Mouvements Sociaux (CEMS/EHESS) ;

■ **Marion Daugeard**, doctorante en géographie au Centre de Recherche et de Documentation sur les Amériques (CREDA, Université Sorbonne Nouvelle – Paris 3), en cotutelle avec le Centro de Desenvolvimento Sustentável (CDS, Université de Brasília) ;

■ **Lauro Mattei**, professeur en économie à l'Universidade Federal de Santa Catarina (UFSC) et chercheur à l'Observatório de Políticas Públicas para a Agricultura (OPPI) de l'Universidade Federal Rural de Rio de Janeiro (UFRRJ) ;

■ **Céline Raimbert**, docteure en géographie de l'Université Sorbonne Nouvelle – Paris 3 ; chercheuse associée au CREDA et post-doctorante à l'IFSTTAR/AME/SPLOTT.

9h15 — 10h00 (45 min) : **Conférence d'ouverture : « Le Brésil et la réforme agraire, mise en perspective du débat et enjeux »** (conférence en portugais)

Intervenante :

■ **Leonilde Medeiros**, professeure au sein du programme de Pós-graduação de Sciences Sociales en Développement, Agriculture et Société à l'Université Fédérale Rurale de Rio de Janeiro (UFRRJ) et coordinatrice du « *Núcleo de Pesquisa em Movimentos Sociais e Políticas Públicas para o Campo* ».

Résumé : La présentation dressera dans un premier temps le bilan de la réforme agraire au Brésil après le retour à la démocratie, en attirant l'attention sur le rôle des mouvements sociaux, les mécanismes juridiques et les politiques publiques foncières et de soutien à la mise en place des assentamentos. Dans un deuxième temps, il s'agira de présenter quelques-uns des dilemmes entourant la réforme agraire au cours des dernières années, en mettant l'accent sur la période récente caractérisée par une déconstruction des institutions et des changements profonds dans les objectifs des politiques foncières.

10h00 — 11h15 : Table Ronde n° 1 :
La terre, source de violences et objet de luttes

Intervenant.e.s :

- **Hervé Théry**, directeur de recherche émérite en géographie au Centre de Recherche et de Documentation sur les Amériques (CREDA/CNRS) et professeur à l'Universidade de São Paulo (USP)

— **Géographies du travail esclave au Brésil**

Résumé : Cette présentation analyse l'esclavage dans les campagnes brésiliennes par une cartographie des données sur les libérations obtenues après dénonciation, et propose un indice synthétique de probabilité de présence d'esclaves, de façon à contribuer à la répression et à la prévention de ce phénomène.

- **Delphine Thivet**, maîtresse de conférences en sociologie à l'Université de Bordeaux, Centre Emile Durkheim (UMR 5116).

— **Le Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans Terre (MST) : entre permanence et renouvellement de la lutte pour la réforme agraire au Brésil**

Résumé : Le *Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra* (MST) n'a eu de cesse de lutter, depuis sa naissance dans les années 1980 et dans la continuité des mouvements paysans qui l'ont précédé, pour l'accomplissement d'une réforme agraire au Brésil et la remise en cause des systèmes latifundistes de propriété de la terre hérités de la colonisation. Cette communication reviendra sur les conditions de cette lutte, fortement réprimée, et sur les significations plurielles, à la fois sociales et politiques, attachées à la « terre ».

- **Hélène Chauveau**, docteure en géographie de l'Université Lumière Lyon 2, Laboratoire d'Études Rurales.

— **Jeunes ruraux et luttes sociales au Sud du Brésil**

Résumé : Les luttes autour de la terre sont centrales et emblématiques dans les zones rurales du pays et les jeunes y occupent une place importante, notamment avec le Mouvement des Sans Terre et la Pastorale de la Jeunesse Rurale dont nous prendrons l'exemple. Mais les luttes des jeunes ruraux du Brésil dépassent aussi cet enjeu foncier pour occuper les terrains de l'éducation populaire, de la domination culturelle ou encore celle de la place des minorités dans ces espaces. Nous verrons comment des organisations qui ne sont pas a priori directement liées aux mouvements sociaux (clubs de sport, de théâtre, de pratiques culturelles régionales traditionnelles, groupes de producteurs, associations locales) portent elles aussi un message fort sur la terre et ses appropriations et luttent contre des violences symboliques qui s'accroissent.

- Modératrice : **Susana Bleil** (Université du Havre/GRIC – CEMS/EHESS).

11h15 — 11h30 : Pause café —————

11h30 — 12h45 : Table Ronde n° 2 :

La terre au cœur de nouveaux enjeux : quand le Brésil vend ses terres

Intervenants :

- **Sérgio Leite**, professeur en économie à l'Universidade Federal Rural do Rio de Janeiro (UFRRJ)

— Financiarisation de l'agriculture et vente de terres à l'étranger : une critique du modèle mis en place au Brésil

Résumé : Cette présentation analyse les transformations qui ont eu lieu dans le secteur agroalimentaire au Brésil entre 2000 et 2017, et notamment les processus de financiarisation de l'agriculture et de vente de terre aux étrangers. Cette période est marquée par une intense expansion spatiale de la production de soja, auparavant concentrée dans la région Sud du pays, et qui s'étend désormais dans les savanes (cerrado) des États du Centre-Ouest, en direction de l'État du Minas Gerais, ou dans la région Nord-Est. Cette communication revient sur les instruments et les mécanismes de politique publique qui la soutiennent, et identifie les processus sociaux qui la façonnent. Nous tenterons de proposer une analyse critique de ce que nous appelons une « société de l'agronegócio » en référence aux configurations sociales régionales qui accompagnent ces processus, ainsi qu'aux transformations observables sur la période (transformation des actifs réels, comme la terre, en actifs financiers) ou encore aux nouveaux conflits.

- **Antoine Acker**, enseignant-chercheur en histoire à l'Université de Zurich

— « A Amazônia não é nossa » ? La question de la terre dans un territoire stratégique de l'État du Pará

Résumé : Cette communication retrace l'histoire de la Fazenda Vale do Rio Cristalino, une terre de 140,000 hectares achetée en 1973 par l'entreprise multinationale Volkswagen dans une région stratégique du sud du Pará. Depuis lors, ce territoire a catalysé nombre des conflits et débats qui ont accompagné la transformation d'une large partie de la forêt amazonienne en zone d'agriculture d'exportation : confrontation entre différents régimes de propriété et/ou de modèles agricoles, destruction environnementale, travail forcé, spéculation, occupation, redistribution et usurpation de terres. Omniprésente tout au long de cette histoire, la question de la réforme agraire s'est complexifiée au fil du temps du fait non seulement de la superposition de ces controverses, mais aussi de la dégradation des sols due aux pratiques agricoles développées sous la pression des marchés internationaux.

Modérateur : **Lauro Mattei** (Universidade Federal de Santa Catarina).

12h45 — 14h15 : Déjeuner —————

14h15 — 15h30 : Table Ronde n° 3 :

La réforme agraire dans les politiques publiques : quel bilan ?

Discussion croisée

Résumé : Dans une présentation à deux voix, les intervenant.e.s tenteront de dresser le bilan de la réforme agraire à la lumière d'une déjà longue histoire et d'une actualité qui semble en sonner le glas. Les intervenant.e.s présenteront successivement la réforme agraire dans l'histoire rurale brésilienne, les politiques foncières depuis la redémocratisation, en particulier depuis les quinze dernières années, (i) en analysant les articulations entre réforme agraire et politiques agricoles, et (ii) en repositionnant le débat et les actions, en fonction des choix idéologiques, politiques et économiques, sur la place de l'agriculture et sur les formes de production privilégiées.

Intervenant.e.s :

- **Jean-Philippe Tonneau**, chercheur en géographie au Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD) et professeur associé à AgroParisTech (ED ABIES) ;
- **Yannick Sencebé**, enseignante-chercheuse en sociologie à AgroSup Dijon et membre du Centre d'Économie et de Sociologie appliquées à l'Agriculture et aux Espaces Ruraux (CESAER, UMR 1041), associé à l'Institut National de la Recherche Agronomique (INRA).

Modératrice : **Marion Daugeard** (Université Sorbonne Nouvelle - Paris 3/CREDA - CDS/UnB).

15h30 — 15h45 : Pause café —————

15h45 — 17h00 : Table Ronde n° 4 :

Une terre pour chacun ou une terre pour tous ? Diversité et enjeux des formes d'appropriation foncière chez les populations traditionnelles et les agriculteurs familiaux

Intervenant.e.s :

- **Florence Pinton**, professeure en sociologie à AgroParisTech et membre de l'unité Sciences pour l'Action et le Développement - Activités, Produits, Territoires (SAD-APT, UMR 1048) associée à l'Institut National de la Recherche Agronomique (INRA).

— La délimitation de terres au prisme d'enjeux environnementaux et culturels

Résumé : Les populations amérindiennes et *quilombolas* ont obtenu récemment des droits différenciés et collectifs pour l'usage exclusif de larges portions de territoires. En reconnaissant le caractère multiculturel et pluriethnique de la population brésilienne, la

Constitution de 1988 a donné une assise juridique au multiculturalisme, en rupture avec le modèle assimilateur et le paradigme de l'homogénéisation culturelle qui a longtemps prévalu. Le mouvement socio-environnemental qui s'est constitué à partir des années 1980 a fortement contribué à la mise en visibilité de ces populations dans l'espace public et l'élargie à des populations en situation de précarité foncière, en leur reconnaissant des dispositions d'organisations et de connaissances favorables à la conservation des milieux naturels. Ces revendications foncières sont souvent étrangères aux débats sur les politiques de soutien à l'agriculture familiale ou sur la réforme agraire, plutôt focalisées sur le monde agricole. Les mouvements sociaux autour de la sécurité alimentaire et de l'agroécologie vont inciter ces différentes catégories de populations, identifiées comme vulnérables, à les rejoindre autour de ces questions. Face à l'offensive « ruraliste », elles sont aujourd'hui engagées dans le même combat pour la terre et la démocratie.

■ **Gilles Maréchal**, consultant à Terralim/Acteurs dans le monde agricole et rural (AMAR) et chercheur associé à l'unité Espaces et Sociétés (ESO Rennes, UMR 6590) de l'Université Rennes 2.

— Agroécologie et système alimentaire pour une terre nourricière

Résumé : Le *Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra* (MST) lutte depuis plus de 30 ans pour l'application d'une réforme agraire populaire. Son slogan « *ocupar, resistir, produzir* » en résume la finalité qui est de rendre la terre à sa fonction productive, et de contribuer ainsi à l'alimentation de tous les Brésiliens. La terre est donc considérée comme un espace où les considérations de fertilité sont essentielles, dans le respect de la nature. Pour ce faire, le MST a développé une ligne directrice basée sur l'agro-écologie, qui n'est cependant pas appliquée partout, ni par tous. L'originalité, au stade actuel, est l'accent mis sur la maîtrise des circuits de commercialisation, préoccupation constante depuis la création du mouvement, mais qui entre aujourd'hui en phase particulièrement active. L'approvisionnement des écoles, la diffusion des magasins « *armazem do campo* » font que l'approche développée par le MST converge avec celles de mouvements paysans et citoyens dans le monde entier, basées sur la notion de système alimentaire territorialisé. Celle-ci permet aussi au mouvement de se désenclaver en nouant de nouvelles relations entre les campagnes et les villes.

Modératrice : **Céline Raimbert** (Université Sorbonne Nouvelle - Paris 3/CREDA).

17h15 — 18h : Clôture Bilan de la Journée d'Études et perspectives de la réforme agraire

Intervenant.e.s :

■ **Martine Droulers**, directrice de recherche émérite en géographie au Centre de Recherche et de Documentation sur les Amériques (CREDA/CNRS)

Comité d'organisation :

Susana Bleil (Université du Havre/GRIC - CEMS/EHESS),

Marion Daugeard (Université Sorbonne Nouvelle - Paris 3/CREDA
Universidade de Brasilia/CDS),

Lauro Mattei (Universidade Federal do Santa Catarina),

Céline Raimbert (Université Sorbonne Nouvelle - Paris 3/CREDA)

Information/contact :

arbrecontact@gmail.com

Page facebook de l'évènement :

www.facebook.com/events/353440605335075/